

Amérique latine : vers le socialisme du XXI^e siècle ?

Par Claudio Katz

in *Le Volcan latino-américain. Gauches, mouvements sociaux et néolibéralisme en Amérique latine*, Paris, Textuel, 2008

Introduction

L'Amérique latine est devenue un lieu privilégié pour débattre du socialisme. La région est le principal foyer de résistance internationale à l'impérialisme et au néolibéralisme. Au cours des dernières années, plusieurs soulèvements ont conduit à la chute de présidents néo-libéraux (Bolivie, Équateur, Argentine). Ces actions ont consolidé la présence massive des mouvements sociaux. Dans le cadre de ces luttes – qui ont connu la défaite ou la répression (Pérou, Colombie), des reflux ou des déceptions (Brésil, Uruguay) – de nouveaux secteurs de la population se sont ralliés à la protestation. Cela s'est traduit par une base sociale renouvelée et jeune (Chili) et par des modalités d'auto-organisation très combatives (Mexique). Dans la mesure où le socialisme offre une perspective stratégique pour ces mobilisations, le débat à son sujet a repris de l'importance au sein de nombreuses organisations populaires.

Motivations

Au Venezuela, l'actualité du socialisme se fait clairement sentir dans la rue. Elle manifeste la proximité idéologique existant entre le processus bolivarien et la gauche, que l'on ne trouvait pas au sein d'autres expériences nationalistes. A l'époque de l'Union soviétique, certains chefs d'État du tiers monde se déclaraient socialistes pour des raisons géopolitiques – contrecarrer les pressions nord-américaines – ou économiques – obtenir des subventions du géant russe –. La situation a changé et la remise à l'ordre du jour d'un horizon anticapitaliste apparaît plus authentique. Le socialisme du XXI^e siècle se discute également en Bolivie. Il est encore présent à Cuba, après 45 ans d'embargo et d'agressions impérialistes. Si l'effondrement qui a emporté les régimes de l'URSS et de l'Europe orientale s'était étendu à Cuba, personne aujourd'hui ne proposerait une perspective non capitaliste pour l'Amérique latine. L'impact politique de cette régression aurait été dévastateur.

Le drapeau du socialisme n'a pas été repris à leur compte par les présidents de centre-gauche, qui ont abandonné toute référence à ce thème à l'heure de leur réconciliation avec les classes dominantes. Bachelet aujourd'hui présidente de la Concertation, qui s'est fait une spécialité de recycler le modèle néolibéral, ne se souvient pas même du nom de son propre parti. Lula a oublié son flirt de jeunesse avec le socialisme et a raffermi ses liens avec les banquiers. Tabaré Vázquez a fait de même en envisageant d'établir des accords de libre-échange avec les États-Unis.

En Amérique latine émerge un nouveau contexte économique qui favorise la formulation d'alternatives socialistes. Après une période traumatique de dénationalisation de l'appareil productif et de perte de compétitivité internationale, un tournant néo-développementaliste s'amorce dans divers secteurs des classes dominantes, en contradiction avec l'orthodoxie néo-libérale. Ce virage a une ampleur très limitée mais il introduit de sérieuses fissures dans les dogmes économiques de la décennie passée. Un nouvel espace s'est ouvert qui permet d'envisager des alternatives populaires et notamment des perspectives non capitalistes.

De surcroît, on constate dans la région une tendance croissante à concevoir les programmes nationaux en termes régionaux plus vastes. Bien des mouvements populaires perçoivent la nécessité de formuler leurs revendications à une échelle plus large, ce qui contribue à faire apparaître des formes de socialisme elles aussi régionales. C'est manifeste dans les trois projets d'intégration en présence, qui préconisent de relancer le néolibéralisme (ALCA), de réguler le capitalisme régional (MERCOSUR) ou d'élaborer des formes de coopération solidaires qui pourraient être compatibles avec le socialisme (ALBA). Le contexte latino-américain actuel incite, par conséquent, à réaffirmer l'actualité de programmes anticapitalistes sur divers terrains, ce qui s'est déjà traduit par de nombreuses polémiques.

Ressources

L'un des débats en cours reprend la controverse classique concernant la viabilité d'une transformation anticapitaliste dans une région périphérique comme l'Amérique latine. Les ressources, les technologies et

le niveau de qualification sont-ils suffisants pour entreprendre un tel tournant ? Les pays de la région sont moins bien préparés que les nations développées pour opérer ce changement mais ils sont aussi plus pressés. Ils connaissent des situations désastreuses dans les domaines de l'alimentation, de l'éducation et de la santé, plus graves que dans les économies avancées et ils disposent de ressources plus faibles pour résoudre ces problèmes. C'est le résultat du retard de l'agriculture, d'une industrialisation fragmentaire et de la dépendance financière de cette région.

Au sein de la gauche existent deux réponses traditionnelles face à ce problème : préconiser une étape capitaliste dans le cadre du néo-développementalisme ou initier une transition socialiste qui prenne en compte ces carences et ces retards. La première thèse considère que dans la région, « les conditions pour une société socialiste n'existent pas ». Mais elle ne précise pas si cela concerne le plan économique, technologique, culturel ou éducatif. L'Amérique latine est une région dépendante mais elle dispose de solides ressources pour opérer un tournant socialiste. Ces ressources existent dans divers domaines : terres fertiles, gisements minéraux, bassins hydriques, richesses énergétiques, infrastructures industrielles. Le grand problème de la région est qu'elle ne tire pas profit de ce potentiel. Le principal drame latino-américain n'est pas la pauvreté, mais la scandaleuse inégalité sociale que le capitalisme génère dans l'ensemble de ces pays. La thèse du retard dans le développement économique est en contradiction avec la conjoncture actuelle où la question majeure qui se pose est de savoir quels seront les bénéficiaires de la croissance en cours. Les néo-développementalistes cherchent à utiliser l'amélioration de la croissance au profit de la grande industrie, alors que les néo-libéraux tentent de préserver les positions acquises par le secteur bancaire. Face à ces deux positions, les socialistes doivent défendre une redistribution radicale des richesses pour améliorer immédiatement le niveau de vie des opprimés et cesser de faire du profit l'objectif premier. Les ressources sont disponibles.

Il existe une marge conséquente pour mettre en œuvre des programmes favorables à la population et pas uniquement des conditions pour permettre le développement du capitalisme. Le contexte objectif dans lequel se trouvent les différents pays est, il est vrai, très inégal. Les avantages acquis par les économies moyennes ne sont pas partagés par les nations plus petites et pauvres. La situation du Venezuela diffère de celle de la Bolivie et le Brésil n'est pas confronté aux mêmes restrictions que le Nicaragua. Mais l'élaboration d'une voie socialiste en termes strictement nationaux n'a désormais plus de sens. Si les classes dominantes conçoivent leurs stratégies au niveau régional, il faut également élaborer un projet populaire à l'échelle du continent. Les classes dominantes établissent leur stratégie en fonction du taux de profit. Les socialistes pourraient formuler leur projet en termes de coopération et de complémentarité économiques. Il n'existe aucune limite objective qui empêcherait de mettre en œuvre un projet égalitaire. C'est une erreur de supposer que l'Amérique latine devra passer par les mêmes étapes de développement que les pays du centre. L'histoire a toujours emprunté des chemins inattendus où s'entremêlent différentes temporalités, et ce constat reste d'actualité.

Opportunités

Un autre débat concerne l'opportunité de promouvoir un projet anticapitaliste dans la conjoncture actuelle. L'Amérique latine traverse aujourd'hui une phase de croissance et d'essor des exportations. Certains auteurs estiment qu'aucune crise ne se profile qui justifierait une transformation de type socialiste. Un projet socialiste diffère radicalement du keynésianisme et il ne se limite pas à proposer un programme circonstanciel pour surmonter les récessions cycliques. Il vise à dépasser l'exploitation et l'inégalité, à abolir la pauvreté et le chômage, à prévenir les désastres environnementaux, à mettre fin aux aventures militaires cauchemardesques et à en finir avec les cataclysmes financiers. Ces objectifs justifient la lutte en faveur d'un autre régime social quelle que soit la conjoncture.

Les situations de catastrophe économique ne constituent pas le seul moment opportun pour en finir avec le système. La voie anticapitaliste est une option valable quelle que soit la période et elle peut être ouverte quelle que soit la phase du cycle. L'expérience du XX^e siècle confirme cette possibilité. Aucune révolution n'a coïncidé, par le passé, avec l'apogée d'une crise économique. Dans la plupart des cas, elle a été le produit de la guerre, de l'occupation coloniale ou de l'oppression dictatoriale. Les privations que génère le capitalisme sont suffisantes pour justifier l'abolition de ce mode de production indépendamment de l'évolution de ses crises périodiques.

Une autre objection concerne les obstacles suscités par la mondialisation. Elle affirme que l'internationalisation du capital condamne tout projet anticapitaliste en Amérique latine. Mais où se situe exactement le problème ?

La mondialisation ne constitue pas un obstacle pour un projet d'ampleur mondiale comme le socialisme. Le dépassement des frontières accentue les déséquilibres du capitalisme et crée les conditions objectives pour l'abolition de ce système. Présenter la mondialisation comme une étape qui rend impossible les modèles alternatifs est une vision inspirée du néolibéralisme. Si l'on refuse le socialisme sur la base de ce raisonnement, il faut également rejeter tous les schémas capitalistes de type keynésien. Il est incohérent d'affirmer que la mondialisation totalitaire a enterré le projet anticapitaliste et de soutenir en même temps qu'elle est compatible avec des modalités interventionnistes d'accumulation. Si toutes les options sont condamnées, il en va de même des programmes néo-développementalistes. En réalité, ce qu'on appelle la mondialisation ne constitue en rien la fin de l'histoire. Ce phénomène a seulement inauguré une nouvelle période d'accumulation, basée sur la reconstitution des profits au dépend des exploités et le transfert des grands déséquilibres internationaux vers les économies les plus fragiles. Mais ce cours régressif, loin d'éloigner l'horizon du socialisme, actualise la nécessité d'y œuvrer.

Commencements

Le débat en cours ne porte pas sur la réalisation intégrale du socialisme. C'est seulement le commencement de ce projet qui est en discussion. Construire une société d'égalité, de justice et de bien-être sera une tâche historique longue, qui impliquera l'élimination progressive des normes de concurrence, d'exploitation et de profit. Ce n'est pas un objectif qui se réalisera en peu de temps. Particulièrement dans les régions périphériques, ce processus supposera le mûrissement de certaines conditions historiques qui permettront l'amélioration qualitative du niveau de vie de la population. Ces progrès se développeront conjointement à l'extension de la propriété collective et à la consolidation de l'autogestion populaire. Dans la mesure où cette consolidation exigera plusieurs générations, le débat immédiat se réfère à la possibilité d'initier ce processus.

Commencer à construire le socialisme impliquera de remplacer un régime régi par la loi du profit par un autre qui soit régulé par la satisfaction des besoins sociaux. Dès lors qu'un modèle économique et politique – fondé sur la volonté majoritaire de la population – présente ces caractéristiques, il s'agit d'une forme embryonnaire de socialisme.

Ce commencement est la condition pour toute avancée ultérieure. Une société post-capitaliste n'émergera pas si le tournant socialiste ne se concrétise pas à un certain moment. Les mécanismes oppressifs du profit et de la concurrence doivent être radicalement éliminés pour qu'une nouvelle forme de civilisation humaine commence à apparaître. Engager cette transition entre ouvertement en conflit avec la voie néo-développementaliste. Les deux perspectives s'affrontent et ne peuvent ni être conciliées, ni se développer de manière simultanée. La loi du profit empêche le développement progressif d'îlots collectivistes à l'intérieur du capitalisme. Les deux projets de société ne peuvent pas non plus coexister pacifiquement jusqu'à ce que l'un d'eux démontre une plus grande efficacité et recueille l'approbation générale. C'est seulement en éradiquant le capitalisme que pourront s'ouvrir les portes de l'émancipation sociale. Mais les conditions politiques de mise en œuvre de ce projet existent-elles en Amérique latine ?

Caractérisations

L'existence de rapports de forces favorables aux opprimés est une condition du changement socialiste. La majorité populaire ne peut pas l'emporter sur ses adversaires si elle est en situation de grave infériorité. Cette question est déterminée en Amérique latine par la situation de trois secteurs : les classes capitalistes locales, les masses opprimées et l'impérialisme nord-américain. La situation des classes dominantes s'est substantiellement modifiée par rapport à la décennie passée. Suite aux grandes crises financières, ce secteur a reculé sur ses positions politiques et a perdu de son autorité. Pour cette raison, la droite est demeurée minoritaire et les gouvernements de centre-gauche ont souvent remplacé les conservateurs dans la conduite de l'État (spécialement dans le cône sud). Les élites capitalistes ne fixent plus impunément l'agenda politique de tout le continent.

Les rapports de forces régionaux ont également été modifiés par de grands soulèvements populaires qui ont précipité la chute de plusieurs gouvernements. Les insurrections qui ont eu lieu en Bolivie, en Équateur, en Argentine ou au Venezuela ont eu un impact direct sur l'ensemble des classes dominantes. Les mouvements de lutte sont très inégalement répartis. Dans certains pays, la participation populaire est visible. Dans d'autres on assiste à un reflux et, dans certaines régions, les injustices sociales et les migrations massives pèsent négativement. Le rapport des forces est très différencié mais dans l'ensemble la tendance est aux initiatives populaires.

Au début des années 1990, l'impérialisme nord-américain avait entrepris la recolonisation de son arrière-cour par le libre-échange et l'installation de bases militaires. Cette situation a elle aussi changé. La version première de l'ALCA a échoué en raison des conflits entre les entreprises globalisées et celles qui sont dépendantes des marchés internes, des affrontements entre les exportateurs et les industriels et de l'ampleur de l'opposition populaire. La contre-offensive à base de traités bilatéraux lancée par le département d'État ne compense pas cet échec. L'isolement international de Bush – recul électoral, échec en Irak, perte d'alliés en Europe – a affaibli l'unilatéralisme et suscité la réémergence de blocs géopolitiques opposés aux États-Unis (tels que le Mouvement des pays non-alignés). Cet affaiblissement des États-Unis se reflète clairement dans l'absence de réponse militaire au défi vénézuélien. Le rapport de forces a enregistré différents changements significatifs en Amérique latine. Les classes dominantes ne peuvent plus compter sur la boussole de la stratégie néo-libérale, le mouvement populaire a gagné en présence dans la rue et l'impérialisme nord-américain a perdu de sa capacité d'intervention.

Acteurs

Les sujets d'une transformation socialiste sont les opprimés, mais les protagonistes spécifiques de ce processus sont très variés. Dans certaines régions les communautés indigènes ont occupé un rôle de direction dans la résistance (Équateur, Bolivie, Mexique). Dans d'autres, ce sont les paysans qui en ont pris la tête (Brésil, Pérou, Paraguay). Dans certains pays, les principaux protagonistes ont été les salariés urbains (Argentine, Uruguay) ou précarisés (Venezuela, Caraïbe, Amérique centrale). Le nouveau rôle joué par les communautés indigènes est également à relever, ainsi que la perte d'influence des syndicats ouvriers.

Cette multiplicité de secteurs reflète la structure sociale différenciée et les particularités politiques de chaque pays. Les acteurs potentiels d'un processus socialiste sont l'ensemble des opprimés et des exploités. Ce rôle revient non seulement aux salariés qui génèrent directement la plus-value mais également à tous ceux qui subissent les inégalités sociales. L'essentiel est la convergence de ces secteurs dans une lutte commune qui prend la forme d'une multitude de foyers de rébellion. La victoire dépend de cette convergence face à un adversaire qui exerce sa domination en divisant le camp populaire. L'éradication du capitalisme est un projet qui dépend non seulement de l'action des opprimés mais aussi de leur niveau de conscience. C'est une condition nécessaire au développement d'un processus anticapitaliste car la seule évolution historique ne connaîtra pas automatiquement à un dénouement socialiste. Ce système ne pourra émerger que par la volonté consciente de la grande majorité. Ce qui s'est passé sous le « socialisme réel » montre à quel point peut être néfaste la substitution du pouvoir de décision du peuple par le paternalisme des fonctionnaires. Mais la conscience des opprimés est une sphère sujette à de nombreuses évolutions sous l'effet des luttes et sous l'impact des grands événements internationaux. Cela conduit à des vagues d'enthousiasme ou de déception suscitées par le projet anticapitaliste. La nouvelle génération en Amérique latine n'a pas grandi, comme les précédentes, dans un contexte caractérisé par de grandes victoires. Cette absence de référents anticapitalistes positifs – liés à leur propre expérience – explique une certaine prise de distance vis-à-vis du projet anticapitaliste.

Les grandes différences entre la période actuelle et celle des années 1960-1980 se situent davantage sur le plan de la conscience politique que sur le terrain des rapports de force. Ce n'est pas l'intensité des conflits sociaux, la volonté de lutte des opprimés ou la capacité de contrôle des oppresseurs qui ont substantiellement changé, mais la visibilité et la confiance dans un modèle socialiste. L'effondrement de l'URSS a provoqué une crise de crédibilité internationale du projet socialiste qui a eu un impact significatif sur l'action de la gauche. L'Amérique latine n'a pas fait exception mais l'ampleur effective de cette perte de crédibilité a été plus limitée dans cette région. La gauche latino-américaine avait déjà largement pris ses distances avec le modèle soviétique avant la chute du « camp socialiste » et elle est davantage marquée par l'héritage des dictatures, par l'échec du sandinisme ou par le reflux de la révolution en Amérique centrale, même si la survie de la révolution cubaine a agi comme contrepoids. Quoi qu'il en soit, le climat de déception a progressivement fait place à la volonté de reconstruire un programme émancipateur. La progression de la conscience anti-libérale se vérifie dans le rejet des privatisations et des dérégulations – un rejet bien supérieur à celui que l'on observe dans d'autres régions, comme par exemple en Europe orientale. On constate également la renaissance d'une conscience anti-impérialiste, sans les éléments régressifs sur le plan éthique et religieux qui prévalent dans le monde arabe. Mais le projet anticapitaliste est le grand absent et il faudra l'élaborer dans le cadre du débat sur le socialisme du XXI^e siècle.

Contextes

La gauche latino-américaine est confrontée aujourd'hui à un problème stratégique relativement nouveau avec l'existence de régimes constitutionnels durables. Pour la première fois dans l'histoire de la région, les classes dominantes exercent le pouvoir par l'entremise d'institutions non dictatoriales dans presque tous les pays et sur une période durable. Les crises économiques, les effondrements politiques ou même les insurrections populaires n'ont pas réussi à modifier ce schéma. Le retour des militaires est une option majoritairement rejetée par les élites du continent. Dans les situations les plus critiques, les gouvernants sont remplacés par d'autres gouvernants après un interrègne civico-militaire. Ce qui est exclu actuellement, c'est le recours à des régimes dictatoriaux pour mettre fin à une désagrégation du système par le haut ou à une rébellion par le bas. Les régimes actuels ne sont pas de réelles démocraties, mais des ploutocraties au service des capitalistes. Les institutions de ce système ont servi à lancer des attaques contre les droits sociaux que bien des dictatures n'avaient pas même osé entreprendre. Ces agressions ont provoqué une perte de légitimité du système mais elles n'ont pas conduit à un rejet populaire du régime constitutionnel comparable à celui subi par les vieilles tyrannies.

Ce changement dans la norme de la domination bourgeoise a des effets contradictoires sur l'action de la gauche. D'un côté, il augmente les possibilités d'action politique dans un contexte de libertés publiques. De l'autre, il crée toutes les difficultés liées à l'existence de parlements, de partis et d'institutions stables qui perpétuent le statu quo. Un système qui réduit mais en même temps consolide le pouvoir des oppresseurs pose des problèmes d'ampleur pour les socialistes, tout particulièrement lorsque ce régime est majoritairement perçu comme le mode de fonctionnement naturel des sociétés modernes. C'est le credo de la droite – qui a compris l'intérêt de déployer son action politique dans un contexte constitutionnel – et du centre-gauche qui perpétue un régime d'oppression en l'affublant d'oripeaux progressistes. Ces deux options politiques donnent naissance à des polarisations électorales artificielles qui présentent la simple alternance au pouvoir comme un changement significatif. L'exemple actuel de cette complémentarité est la « gauche moderne et civilisée » avec Lula, Tabaré Vázquez ou Bachelet, parvenue au pouvoir pour perpétuer la domination capitaliste. Mais d'autres situations sont plus problématiques parce que la continuité des institutions a été mise à mal par la fraude (Calderón) ou par la démission de présidents (Bolivie, Équateur, Argentine). Dans certains cas ces convulsions ont abouti à la reconstruction de l'ordre bourgeois (Kirchner), mais dans d'autres la crise a abouti à la victoire de présidents nationalistes ou réformistes qui sont rejetés par l'establishment. C'est le cas de Chávez, Morales et Correa. Pour eux, les élections sont devenues un terrain de lutte et un point d'appui pour mener à bien des transformations radicales. C'est un constat vital pour la gauche. En particulier au Venezuela, on a pu voir la manière dont les élections constituaient un moyen de légitimer le processus bolivarien et de confirmer la défaite infligée à la droite dans la rue. Les succès des mobilisations se sont conjugués avec les succès électoraux.

Le cadre constitutionnel qui prévaut aujourd'hui en Amérique latine affecte significativement la marge de manœuvre de la gauche. La bataille dans ce nouveau contexte n'est pas aisée. C'est ce qui rend indispensable la combinaison entre l'action directe et la participation électorale. C'est ce qui permet de rendre compatibles les situations d'insurrection populaire – intrinsèques à tout processus révolutionnaire – et le mûrissement de la conscience socialiste qui s'opère en partie dans l'arène constitutionnelle. Cette voie passe par des victoires partielles qui permettent de renforcer les positions des travailleurs, d'affermir leur poids politique et leurs moyens organisationnels. Mais ces réformes ne sont ni cumulatives ni irréversibles. Tôt ou tard, leur extension ou leur consolidation entre en conflit avec la loi du profit et seule une riposte populaire énergique permet de défendre ces acquis. Ceux qui préconisent de « régler d'abord les problèmes immédiats » pour « discuter ensuite du socialisme » ignorent cette réalité. Ils oublient de surcroît que le socialisme ne serait pas nécessaire si le capitalisme était structurellement en mesure de satisfaire les besoins vitaux. Les réformes permettent des conquêtes indispensables pour préparer un tournant anticapitaliste mais la révolution est tout aussi indispensable pour assurer définitivement ces conquêtes. Il faut prendre acte de cette complémentarité pour dépasser la séparation schématique entre les périodes stables qui ne permettent que des améliorations mineures, et les convulsions sociales qui exigent des réponses révolutionnaires. La stratégie socialiste implique de combiner des initiatives réformistes et un horizon révolutionnaire explicite.

Complémentarités

La conscience populaire se matérialise dans des organisations car sans organisations propres les exploités ne peuvent pas élaborer un autre projet de société. Les deux modalités d'organisation populaire actuelles sont les mouvements et les partis. Ces deux options jouent un rôle essentiel pour le développement des convictions socialistes. Elles augmentent la confiance en l'auto-organisation et préfigurent les normes de fonctionnement collectif du futur pouvoir populaire. Les mouvements se consacrent à la lutte sociale immédiate alors que les partis mènent une activité politique plus élaborée. Ces deux instances sont nécessaires pour développer tant l'action directe que la participation aux élections. Mais cette complémentarité est fréquemment niée par les partisans exclusifs des mouvements qui proclament l'obsolescence des partis. Ils oublient que ces organisations sont irremplaçables pour agir sur le terrain politique.

Aucun projet émancipateur ne peut se développer sur le seul terrain social, ni se passer des programmes spécifiques élaborés par les partis politiques qui permettent d'inscrire les revendications dans une stratégie de pouvoir. Ces regroupements contribuent à dépasser les limites des rébellions spontanées. La disqualification des partis est aussi erronée que le travers contraire dont font encore preuve certaines organisations de gauche. Elles persistent dans leur vieille conception avant-gardiste du parti, fonctionnent selon des normes verticales rigides et pratiquent l'auto-proclamation. Ce culte de l'organisation les conduit à des pratiques sectaires notamment au sein des mouvements sociaux. Elles empruntent à la tradition caudilliste et à une culture organisationnelle construite pendant des décennies d'action clandestine. Ces pratiques sont totalement inadaptées à la situation actuelle, dans un régime de libertés démocratiques où les partis politiques sont reconnus.

Attitudes

Affirmer que l'on peut commencer à construire le socialisme aujourd'hui conduit à défendre ouvertement l'identité socialiste. En revanche, préconiser une étape néo-développementaliste conduit à beaucoup d'inconséquence dans la lutte anticapitaliste. Pour faire chemin commun avec les industriels et les financiers, il faut adopter une attitude modérée, faire montre de responsabilité envers les investisseurs et faire passer tout projet socialiste au second plan. Le projet de socialisme du XXI^e siècle soulève également de sérieux problèmes pour les théoriciens qui se consacrent à l'étude des déséquilibres du capitalisme sans se préoccuper de proposer une autre voie pour la société. Le socialisme est un thème gênant pour ceux qui interprètent le monde sans essayer de le transformer. Il dérange leur regard contemplatif sur l'univers qui les entoure. L'absence de projet socialiste dans la gauche est bien plus dommageable que les erreurs de diagnostic concernant le capitalisme contemporain. C'est pourquoi il est nécessaire de revendiquer le terme de socialisme. Ce concept n'est pas un vague synonyme de « ce qui est social ». Il désigne précisément un système affranchi de l'exploitation. Les références diffuses au « post-capitalisme » ne permettent pas de faire la clarté sur la manière de construire la société future. Il faut présenter des programmes alternatifs.

Certains analystes estiment que, après l'effondrement de l'URSS, le socialisme ne peut plus se développer. Ils considèrent que cette notion est tombée en désuétude et a perdu tout prestige. Mais la soudaine réapparition de cet objectif en Amérique latine devrait les conduire à reconsidérer la pertinence de leur requiem. Bien des concepts ont subi des épreuves comparables à celles du socialisme. La démocratie, par exemple, a souffert de distorsions équivalentes. Ce terme a couvert les pires injustices impérialistes au siècle dernier. Cela n'a pourtant pas conduit à le remplacer par un autre. Personne n'a proposé de remplacer le mot socialisme pour définir la souveraineté du peuple car pour désigner certains phénomènes, il y a des termes irremplaçables. L'actualité du socialisme doit être appréciée avec un certain recul historique. Il a connu des hauts et des bas comparables à ceux de la démocratie. Cet idéal de notre époque a été inventé en 1789, mais le principe d'égalité politique ne s'est imposé qu'au cours d'une longue période postérieure. Il a alors été reconnu comme un principe supérieur aux systèmes féodaux, qui ont longtemps été considérés comme la forme naturelle de l'existence humaine.

Avec l'invention du socialisme, quelque chose d'analogue s'est produit. 1917 demeurera comme un grand moment initiateur de la geste de l'humanité en faveur de l'égalité sociale et de la libération de l'individu des chaînes du marché. Le début du XXI^e siècle permet de commencer à envisager la réalisation de ces deux objectifs. La situation actuelle en Amérique latine invite à renouveler les débats stratégiques au sein de la gauche dans le cadre de controverses franches, ouvertes et respectueuses. L'heure est venue de juger des succès comme des échecs avec une attitude enthousiaste et critique. C'est ainsi que s'affirmera l'optimisme raisonné qu'exige la bataille pour le socialisme.

Pour aller plus loin sur le « socialisme du XXI^e siècle » en Amérique latine :

- Dossier “socialisme du XXI^e siècle en Amérique latine” du RISAL : <http://risal.collectifs.net/spip.php?mot280>
- Heinz Dieterich, *Hugo Chávez y el socialismo del siglo XXI*, Editorial Por los caminos de América, Caracas, 2005.
- Marta Harnecker, *La izquierda en el umbral del siglo XXI*, Editorial Siglo Veintiuno, Madrid, 2000.
- Claudio Katz, *El rediseño de América Latina: ALCA, MERCOSUR y ALBA*, Ediciones Luxemburg, Buenos Aires, 2006.
- Claudio Katz, *El porvenir del socialismo*, Editorial Herramienta e Imago Mundi, Buenos Aires, 2004.
- Michael A. Lebowitz, *El socialismo no cae del cielo*, Colección Ideas Claves, Caracas, 2006.
- Michael A. Lebowitz, *Build It Now: Socialism for the Twenty-First Century*, Monthly Review Press, 2006.
- Fernando Martínez Heredia, “Movimientos sociales, política y proyectos socialistas” in *En el horno de los 90*, Editorial Ciencias Sociales, La Habana, 2005.
- James Petras y Henry Veltmeyer, *Movimientos sociales y poder estatal*, Lumen, México, 2005.
- Luis Vitale, *De Bolívar al Che*, Cucaña Ediciones, Buenos Aires, 2002.